



9^{èmes} Rencontres de Cybèle

« *Que peut-on attendre de l'Union Européenne en Méditerranée ?* »

Marseille, 29 septembre 2018

« **Pour une rénovation du partenariat euro-méditerranéen** »

L'espace méditerranéen est un espace fracturé, asymétrique : au sud il y a beaucoup d'instabilité et une économie de rente alors qu'au nord on trouve une économie européenne qui stagne après une crise qui a duré une décennie. La Méditerranée est devenue un simple lieu de passage : alors que 30 % du commerce mondial passe par notre région, elle ne rayonne plus en termes de production.

L'important est donc bien de trouver comment redonner à la Méditerranée sa centralité.

Francis Gipouloux, historien français, a publié en 2009 aux Editions CNRS, un livre intitulé « La Méditerranée asiatique- XVI^e- XXI^e siècles » : la « Méditerranée asiatique », c'est la mer de Chine ! Après avoir disparu de la région, la Chine réapparaît au XX^e siècle et s'impose de plus en plus : le terme de « Méditerranée asiatique » prend désormais tout son sens.

S'il est certain que l'Europe domine en Méditerranée, elle doit admettre qu'elle n'en a plus le monopole, ni au sein de la Méditerranée, ni en Afrique, en raison de la présence d'autres puissances.

Le cadre actuel est celui d'un monde *mondialisé*. S'il ne se transforme pas en un monde *multipolarisé* très vite, il se pourrait que, d'ici à 2050, la compétition s'établisse essentiellement entre les États-Unis et la Chine. Il est important que l'Europe se retrouve dans cette multipolarité indispensable au nord comme au sud.

Certes, le partenariat euroméditerranéen comporte des éléments intéressants, notamment le 5+5 sur le plan sécuritaire, les liens économiques et culturels, etc. Mais en cinquante ans – parce que l'année prochaine ce sera le cinquantenaire du premier accord entre la CEE, le Maroc et la Tunisie, sans parler de l'accord signé avec la Turquie en 1963 – le différentiel de revenu par habitant n'a pas changé, dans un rapport de un à dix. Il est important de relever.

Bien sûr, les dix dernières années ont été difficiles pour la région. Une crise s'est installée en Europe, surtout dans sa partie méridionale et une instabilité politique s'est établie au Sud. Les événements de ce que certains ont appelé « Printemps arabe » qui ont commencé en Tunisie, sont liés de façon organique aux limites du partenariat euroméditerranéen. Lorsque le jeune Bouazizi s'est immolé, il ne pensait pas au « système Ben Ali ». Il voulait seulement pouvoir travailler.

La question de l'emploi et celle de l'économie sont primordiales.

C'est bien cette décennie perdue qui a amené, au nord, le Brexit et la montée du populisme et, au sud, la dislocation des entités. Cette dislocation des entités nationales est extrêmement grave, on en voit les conséquences directes en Syrie, en Libye, au Yémen, autant qu'en Irak. Ceci est d'une extrême gravité non seulement pour ces pays-là, mais aussi pour l'Europe.

Il y a bien sûr eu des réponses à ce *printemps arabe* : la réponse tunisienne fut celle d'une ouverture vers la démocratie. Au même moment, on a assisté à une montée du conservatisme : la réponse marocaine s'est traduite par une réforme et, en Algérie, le gouvernement a fait appel à la rente, etc.

Cependant depuis 2000, l'économie de l'Afrique subsaharienne a commencé à bouger : le taux de croissance, qui était stagnant jusqu'en 2000, a atteint 5 % en moyenne. Cette hausse est en grande partie due à la demande chinoise : la Chine atelier du monde qui a acheté les hydrocarbures et les matières premières africaines. On ne peut donc que constater qu'il y a un vrai projet chinois en Afrique, projet défini à Johannesburg en décembre 2015 et plus récemment, il y a un mois et demi à Pékin.

La Chine propose deux projets : d'une part un transfert de 60 milliards de dollars en Afrique – c'est beaucoup et c'est peu – et d'autre part, la délocalisation d'un certain nombre d'industries en dehors de son territoire et notamment vers l'Afrique. Cette décentralisation est un élément important compte tenu du fait que la Chine est en train de changer son modèle de développement en interne.

Alors que faire ? Il est important de rénover les rapports entre le sud et le nord de la Méditerranée pour lui redonner une certaine centralité. Et il y a des signes positifs dans ce sens.

Le premier : l'Europe est en train de sortir de cette crise décennale. Malgré l'ambiguïté de la situation économique actuelle, elle a, depuis 2016, dépassé cette crise et on assiste à un nouveau discours européen – les discours du Président Macron à la Sorbonne ou à Athènes sont, à ce titre, intéressants – parce qu'il est important pour le Sud que l'Europe se retrouve et se rassemble.

Le second signe, important s'il en est, est la défaite militaire du radicalisme. Ceci est très clair en Irak et en Syrie. Cette défaite militaire est un fait important.

Enfin, on assiste à un début d'intérêt pour l'Afrique exprimé par le Président Macron et par Mme Merkel – on a même parlé un temps de *plan Merkel*, d'un « plan Marshall »/Merkel pour l'Afrique. Mme May, premier ministre britannique, elle-même, s'est déplacée en Afrique pour montrer son intérêt pour le continent africain.

Bien sûr au Sud aussi il faut que les pays fassent des efforts pour redonner une certaine crédibilité à la Méditerranée : l'absence du Maghreb est un handicap, l'incapacité à trouver une solution à la question de la paix au Moyen-Orient en est un autre, majeur.

Redonner de la vie au partenariat euroméditerranéen passe par trois ouvertures.

La première est de faire évoluer la nature même du partenariat. Depuis cinquante ans il est fondé sur le libre-échange et le commerce, en contrepartie pour l'essentiel de *l'aide*. Ce n'est pas suffisant. Il faut que ce partenariat soit lié au concept de codéveloppement et, plus exactement, de **coproduction** que ce soit pour la question agricole et alimentaire qui est essentielle ou pour l'industrie.

La réindustrialisation de l'Europe elle-même doit se faire avec le Sud. L'exemple de Renault et Peugeot installés au Maroc montre que tout le monde peut être gagnant : la France en premier lieu, le Maroc aussi, bien sûr, et enfin le Japon et la Chine car il y a des équipementiers qui ne sont ni français ni européens mais qui ont trouvé leur place autour de Renault et de Peugeot. L'approche **coproduction** est donc essentielle : produisons ensemble ! Il faut une planification de production solidaire au niveau de la Méditerranée.

La deuxième ouverture réside dans le fait que l’Afrique peut sauver la Méditerranée. Il convient donc de construire une verticale Afrique/Méditerranée/Europe. L’IPEMED travaille sur ces questions et cette approche peut redonner de la centralité à la Méditerranée. Pour les pays maghrébins, l’avenir ne peut s’envisager qu’avec l’Europe, parce que la géographie est têtue et parce que l’histoire aussi est têtue. Mais cet avenir ne se fera pas sans l’Afrique. Il faut donc qu’il y ait une logique et c’est cette logique en termes de développement, en termes de partenariat, qui va permettre, à terme, de lier le partenariat euroméditerranéen à un autre partenariat existant – l’accord de *Cotonou* entre l’Union européenne et les États d’Afrique, Caraïbes et Pacifique.

En ce qui concerne la troisième ouverture, il est important que l’Europe sache qu’elle n’est plus toute seule ni en Méditerranée –que ce soit sur le plan sécuritaire et stratégique autant que sur le plan économique– ni en Afrique. Il faut désormais compter avec la Chine.

Les questions alimentaires sont primordiales pour l’Afrique. Elles sont liées à l’augmentation de la population et à l’urbanisation. La question de l’industrialisation est aussi importante pour la région sud-Méditerranée.

Ces questions pourraient être traitées dans le cadre d’un partenariat *triangulaire*. Bien sûr, il pourrait évoluer et devenir un partenariat *multipartite* (Europe/Méditerranée/Afrique/ Chine et pourquoi pas États-Unis), c’est-à-dire avec tous les partenaires. Cependant, le partenariat *triangulaire* avec la Chine serait probablement le plus efficace parce qu’elle est déjà présente d’une façon multidimensionnelle.

Tout cela vise donc à redonner sa centralité à la Méditerranée.

Le passage de bateaux de commerce par l’extrême nord de l’Europe, grâce au réchauffement climatique qui accélère la fonte des glaces, pourrait beaucoup impacter la région. En effet, la Chine se prépare à utiliser cette voie de passage beaucoup plus courte que celle actuellement empruntée via le Canal de Suez. Ce changement se fera bien sûr au détriment de la Méditerranée.

Même en luttant contre le réchauffement climatique, les routes commerciales changeront. Il est donc indispensable de renforcer l’axe Afrique/Méditerranée/ Europe. Et dans ce cadre-là, les pays maghrébins, par leur situation géographique, ont un rôle essentiel de relais à jouer dans la région.

M. Fatallah OUALALOU, ancien ministre, spécialiste de l’UMA mais aussi de l’Afrique et de la Chine, actif à l’OCP policy Center